

Pouvoir Adjudicateur :

UGECAM Ile-de-France

4, place du Général de Gaulle

93100 Montreuil

www.groupe-ugecam.fr/ugecam-ile-de-france

N° de la consultation : 2025 – UG07 -20

Règlement de la consultation (RC)

Marché de fournitures dentaires et de petit matériel médical et paramédical

Date de Limite de remise des offres :

10/10/2025 à 12h00 précises, heure de Paris

Objet et conditions de la consultation

Objet	<p>Le contrat porte sur les prestations suivantes : Marché de fourniture dentaires et de petits matériels médical et paramédical.</p> <p>Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le titulaire assure la fourniture de produits et petits matériels de soins dentaires médical ou paramédical aux services du groupement d'Acheteur.</p>																
Etablissement(s) concerné(s)	<p>Coordonnateur du groupement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - UGECAM Ile-de-France <p>Membre du groupement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Caisse primaire d'Assurance Maladie (CPAM) du Val-de-Marne - Caisse primaire d'Assurance Maladie (CPAM) du Bas-Rhin 																
Procédure de mise en concurrence	<p>Marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1 et suivant et R. 2124-1 et suivant du code de la commande publique.</p>																
Forme du marché – Technique achat	<p>L'accord-cadre est régi par les articles R.2162-1 à R.2162-6 du code de la commande publique. Il s'exécute par l'émission de bons de commande (R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP).</p> <p>L'accord-cadre est mono-attributaires.</p>																
Montant de l'accord-cadre	<p>L'accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum. Le montant maximum est fixé à 1 700 000 € HT sur 4 ans.</p>																
Allotissement	<table> <tr> <th>N° Lot</th><th>Intitulé lot</th></tr> <tr> <td>1</td><td>Lot fraises dentaires</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Lot produit désinfectant</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Lot produit pour prothèse dentaire</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Lot produit de soin</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Lot produit à usage unique</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Lot instrument et technique opératoire</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Lot anesthésiques</td></tr> </table>	N° Lot	Intitulé lot	1	Lot fraises dentaires	2	Lot produit désinfectant	3	Lot produit pour prothèse dentaire	4	Lot produit de soin	5	Lot produit à usage unique	6	Lot instrument et technique opératoire	7	Lot anesthésiques
N° Lot	Intitulé lot																
1	Lot fraises dentaires																
2	Lot produit désinfectant																
3	Lot produit pour prothèse dentaire																
4	Lot produit de soin																
5	Lot produit à usage unique																
6	Lot instrument et technique opératoire																
7	Lot anesthésiques																

Durée	<p>L'accord-cadre prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible trois fois par période successive d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.</p> <p>Toutefois, en cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'Acheteur contractant en informera le titulaire par courrier moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.</p> <p>Il est expressément précisé que l'exécution du marché démarre à des dates différentes selon les membres du groupement de commandes ainsi que de leurs établissements.</p> <p>Toutefois, quelle que soit la date d'émission du premier bon de commande, ces derniers devront impérativement s'exécuter dans la durée de validité de l'accord-cadre, laquelle court à compter de sa notification et s'achève à la date d'expiration de l'accord-cadre, y compris en cas de reconduction.</p>
Référence du contrat	<p>CCAG-FCS 2021 - Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services.</p> <p>En cas de modification ultérieure du CCAG pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, la version la plus récente se substituera de plein droit à la version initialement applicable.</p>
Délai de validité des offres	<p>Les offres ont une validité de 120 jours à partir de la date limite de la remise des offres.</p> <p>Important : Les candidats reconnaissent consentir par anticipation à ce que ce délai de validité des offres soit prolongé si l'acheteur en fait la demande, dès l'instant où ils remettent leurs offres.</p> <p>Néanmoins, les candidats restent libres de refuser de prolonger leurs offres. Dans cette hypothèse, la procédure se poursuivra donc sans les candidats en question.</p> <p>En cas, de non réponse, l'acceptation anticipée rentre en vigueur.</p>
Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	<p>Conformément à l'article R2151-9 du Code de la commande publique, une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) est proposée aux candidats à l'article 1.04. du CCAP d'audit des réserves, réalisé ponctuellement à la demande de l'acheteur dans les établissements de santé.</p> <p>Cette prestation est optionnelle : les candidats peuvent choisir d'y répondre ou non. Elle n'est pas requise pour la validité de l'offre de base.</p> <p>Un onglet dédié du BPU est prévu à cet effet, dans lequel le candidat devra indiquer un prix forfaitaire.</p> <p>Un cadre de réponse annexé à la consultation permet également de confirmer l'intention du candidat (réponse ou non à la PSE).</p> <p>Le pouvoir adjudicateur procédera à deux analyses financières distinctes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une première, sans prise en compte de la PSE, pour désigner les titulaires de l'accord-cadre. 2. Une seconde, intégrant la PSE uniquement pour les candidats l'ayant renseignée, afin de permettre sa mobilisation en tant que prestation complémentaire éventuelle. <p>Un montant à 0 € pour la PSE est accepté, sous réserve qu'il soit expressément renseigné par le candidat dans le BPU et considéré comme un prix réel.</p> <p>Aucune régularisation ne sera engagée pour les offres comportant un prix à 0 € ayant répondu formellement à la PSE.</p> <p>Les candidats sont invités à veiller à la cohérence de leur réponse, tant dans le cadre technique que financier. Une PSE renseignée sur le plan technique mais absente du BPU sera réputée valorisée à 0 €.</p> <p>Précisions : La PSE n'est rattachée à aucun lot en particulier, mais elle ne pourra être activée qu'une seule fois durant la durée de l'accord-cadre.</p> <p>Les candidats peuvent choisir de proposer cette PSE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit sur l'ensemble des lots pour lesquels ils déposent une offre, • soit uniquement sur certains d'entre eux, • soit sur aucun.

	<p>⚠ Toutefois, quelle que soit la stratégie du candidat, l'offre relative à la PSE (même identique d'un lot à l'autre) doit être transmise distinctement pour chaque lot concerné.</p> <p>Exemple : un candidat qui souhaite répondre à trois lots, et ne proposer la PSE que sur deux d'entre eux, devra joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ une offre technique et financière incluant la PSE pour deux lots, ➤ une offre technique et financière sans PSE pour le troisième lot. <p>💡 À défaut de réponse explicite, seule la PSE jointe et identifiée dans un lot donné sera prise en compte. Aucune demande de précision complémentaire ne sera effectuée par le pouvoir adjudicateur à ce sujet.</p>
Négociation	N/A
Contenu du DCE	<p>Le dossier de consultation contient les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Règlement de consultation (RC) • Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) • Bordereau de Prix Unitaire (BPU) • Détail Quantitatif Estimatif (DQE) • Annexe n°1 – Produits complémentaires (titre indicatif) • DC1 • DC2
Candidatures	
Présentation des candidatures	<p>Les candidats produiront un dossier de candidatures comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le dossier de candidature complété¹ ; • Le cas échéant, une délégation de pouvoir ; • En cas de groupement, le document d'habilitation du mandataire signé par l'ensemble des membres du groupement ; • Une attestation d'assurance professionnelle ; • Une attestation de régularité fiscale ; • Une attestation de vigilance ; • RIB
Groupement	<p>La présente consultation est ouverte aux groupements d'opérateurs économiques. Les groupements peuvent être soit conjoints, soit solidaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans un groupement conjoint, chaque membre s'engage à exécuter uniquement les prestations qui lui sont attribuées dans le marché. • Dans un groupement solidaire, chaque membre est engagé pour la totalité des prestations et peut être amené à pallier la défaillance d'un autre membre. <p>Il est interdit à un même opérateur économique de présenter plusieurs candidatures pour le même marché, que ce soit en agissant à titre individuel et/ou en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements.</p>
Sous-traitance	<p>Le recours à la sous-traitance est admis conformément aux dispositions du Code de la commande publique.</p> <p>Toutefois, il est subordonné à l'acceptation préalable du pouvoir adjudicateur.</p> <p>À cette fin, le candidat devra fournir, pour chaque sous-traitant, un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 dûment complété et signé), accompagné des documents requis par la réglementation en vigueur.</p>

¹ Voir ci-après « Type de candidature ».

Offres

Critères de sélections des offres

Sans prestations supplémentaires éventuelles :

Critères	Sous-critères	Pondération
Valeur financière		40%
	Prix BPU	25%
	Remise sur catalogue	15%
Valeur technique		50%
	Qualité des produits proposés	10%
	Plateforme de commande et modalité de passation	15%
	Réactivité et suivi client	10%
	Engagements de livraison	15%
Valeur environnementale		10%
	RSE global	5%
	Qualité et impact des emballages	5%

Avec prestations supplémentaires éventuelles :

Critères	Sous-critères	Pondération
Valeur financière		40%
	Prix BPU	20%
	Remise sur catalogue	15%
	Prix PSE	5%
Valeur technique		50%
	Qualité des produits proposés	10%
	Plateforme de commande et modalité de passation	10%
	Réactivité et suivi client	10%
	Engagements de livraison	10%
	PSE : Audit des réserves	10%
Valeur environnementale		10%
	RSE global	5%
	Qualité et impact des emballages	5%

Méthodologie calcul de l'offre financière

L'ensemble des sous critères seront noté sur la base de l'offre la moins disante.

Etant précisé :

1. Le prix BPU sera analysé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) renseigné par le candidat, à partir du Bordereau de Prix Unitaire (BPU).
2. La remise proposée par les candidats fera l'objet d'une notation spécifique, calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 100 € HT utilisé uniquement à des fins de comparaison.

💡 Remarque : Ce montant fictif ne reflète en aucun cas un engagement contractuel ou une estimation réelle de commande. Il permet uniquement de garantir une comparaison équitable et conforme au principe d'égalité de traitement entre les candidats.

3. La PSE (prestation d'audit des réserves) fera l'objet d'une analyse financière distincte dans la version "avec option".
Elle sera analysée sur la base du prix forfaitaire HT proposé par le candidat, à renseigner dans l'onglet dédié du BPU.
En l'absence d'offre financière pour la PSE, la note attribuée sera de 0 pour cette composante dans la version "avec option".
Le candidat restera toutefois évalué dans la version "sans option".

Conditions d'envoi et de remise des plis

Modalités pratiques	<p>Les formats des fichiers transmis dans le cadre de la consultation doivent être respectés lors des remises d'offres.</p> <p>Les formats acceptés sont les suivants : xls, .docx, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.</p> <p>Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none">- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr- Macros ;- ActiveX, Applets, scripts <p>La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.</p> <p>Il est également conseillé aux candidats de s'identifier via une adresse accessible à plusieurs membres de la société afin d'éviter, de manquer la communication d'informations ou encore de dépasser des délais limites de réponse.</p> <p>Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.</p>
Dépôt des plis	<p>En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.</p> <p>Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.</p> <ul style="list-style-type: none">• Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.• Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté. <p>Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur « PLACE » https://www.marches-publics.gouv.fr. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.</p> <p>La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.</p> <p>Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.</p> <p>L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.</p> <p>L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.</p> <p>Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.</p> <p>En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.</p>

Copie de sauvegarde	<p>Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats ont la possibilité de sécuriser leur réponse par une « copie de sauvegarde ». Elle peut être envoyée sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disquette, sauf DVD-ROM), ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat avant le jour et l'heure inscrits sur la page du présent règlement de consultation.</p> <p>Elle pourra être envoyée par lettre recommandée avec Avis de Réception ou remis en main propre contre récépissé au siège de l'UGECAM Ile de France à l'adresse suivante :</p> <p style="text-align: center;">SIEGE Direction Patrimoine Marchés Assurances 4ème étage – Bureaux 420 ou 421 4 avenue du Général de Gaulle 93100 MONTREUIL</p>
Antivirus	<p>Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.</p> <p>La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.</p>
Conditions de la consultation	
Renseignements complémentaires	<p>Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur avant le vendredi 19/09/2025 à 12h00.</p> <p>Une réponse sera adressée à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation (hors téléchargements anonymes).</p>
Modification du DCE	<p>Au plus tard, 5 jours avant la date de remise des plis, le pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications au dossier de consultation. Les candidats doivent répondre sur la base de ce nouveau dossier. En cas de modifications trop importantes, la date limite de remise sera modifiée.</p>
Contentieux	
Conditions de recours	<p>Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; • Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ; • Soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Tribunal compétent

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal judiciaire de Bobigny

173 avenue Paul Vaillant Couturier

BOBIGNY

93008 BOBIGNY

Téléphone : 0148951393

Courriel : tj1-bobigny@justice.fr

Télécopie : 0148951585

Type de candidature	Explications
DUME	<p>Le DUME est accessible depuis le service exposé PLACE ou depuis l'adresse URL suivante : https://dume.chorus-pro.gouv.fr</p> <p>Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.</p> <p>Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/</p> <p>Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.</p> <p>Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.</p> <p>Le candidat remet également la Déclaration de sous-traitance (DC4) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.</p> <p>Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.</p> <p>Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.</p>
DC1	<p>Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement</p>
DC 2	<p>Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat), ou équivalent, dûment rempli et daté; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement</p>
DC 4	<p>La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics</p> <p>La présente consultation est concernée par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI).</p> <p>Si le candidat souhaite déclarer un ou plusieurs sous-traitant(s) au stade de la candidature, son attention est attirée sur le fait qu'il lui sera interdit de sous-traiter plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.</p> <p>Dans l'hypothèse où le candidat présenterait des actes de sous-traitance dans lesquels plus de 50 % du montant total du marché serait sous-traité à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI, une régularisation de la candidature pourra être demandée par l'acheteur.</p>